

s'agisse pas que du militarisme éhonté qui a provoqué l'invasion de la Pologne, même si cela devait causer l'holocauste que nous cherchons à éviter. Voilà une situation qui est vraiment sans précédent dans l'histoire. Nous avons là une ville divisée, dont une moitié est séparée par 100 milles de territoire de l'entité politique à laquelle elle appartient de droit. La pire chose que nous pourrions faire, c'est essayer de réduire cette situation complexe à une formule faisant appel aux sentiments comme, par exemple: «Sauvons les Berlinoises de l'Ouest de la tyrannie russe», ou, au contraire: «Sauvez l'État populaire socialiste de l'impérialisme occidental». Nous ne pourrions non plus rien faire de pire que de mêler à cet état de choses politique les problèmes lamentables avec lesquels se débattent les réfugiés de l'Allemagne de l'Est. Je sais que nous sommes tous inquiets; peut-être quelques-uns d'entre nous sont-ils même découragés en pensant à la situation de ces gens. Toutefois, nous n'avons pas le droit d'espérer continuer à nous servir de Berlin-Ouest comme moyen de renverser le gouvernement de l'Allemagne orientale. Si, par notre politique extérieure, nous cherchons à aider à opprimer les gens, nous devons faire face à de sérieuses difficultés, car ce sera véritablement la guerre.

Il y a beaucoup de choses dont nous sommes responsables nous-mêmes en Angola, en Afrique du Sud et dans l'Afrique française du Nord. La seule façon qu'il y a pour nous d'aider ces gens de l'autre côté du rideau de fer, c'est de travailler constamment et arduement à la paix, à convaincre l'URSS que la force s'impose de moins en moins. Voilà la seule réponse ultime au problème.

Ainsi donc, le Canada doit se donner comme rôle de rapprocher les puissances. Nous devons négocier, et nous devons le faire sans délai. Je crois que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait preuve de grande sagesse lorsqu'il a dit qu'une des choses qui a certainement embrouillé le problème de Berlin-Ouest, c'est le fait que des élections se préparent et que les hommes politiques de Berlin-Ouest et de l'Allemagne occidentale cherchent, chacun de son côté, à faire accepter, par les électeurs, des propositions qui tendent en vérité à protéger les intérêts de l'Allemagne et à unir son peuple. Même M. Khrouchtchev a laissé entendre que les choses iraient beaucoup mieux après le 17 septembre, comme d'ailleurs notre propre secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'a dit. Mais nous devons amener les antagonistes à négocier avant que les possibilités de négociations disparaissent. Nous devons chercher à rapprocher toujours davantage les deux parties. Le terrain de négociations devient de plus en plus restreint. La fierté

nationale de chaque nation est assujétie aux exigences de certaines conditions et de certains articles de tout traité de paix résultant de négociations, et l'on peut en arriver au point où toute concession devient de l'apaisement, où tout accord commence à ressembler à de la tricherie. Il faut amener les puissances à négocier. Il le faut parce que cette période de crise et de tension fait pencher la balance du pouvoir du côté de ceux-là mêmes que nous devrions craindre davantage.

Nous avons tendance à voir la Russie comme un État monolithique, presque en tout point semblable à l'Allemagne nazie. Les deux ne se comparent pas; M. Khrouchtchev n'est pas Hitler. Il ne détient pas le pouvoir. Les Russes ne sont pas les Allemands; ils n'ont pas le passé historique des Allemands et la doctrine communiste ne ressemble pas à celle du nazisme. A bien y réfléchir, les deux ont peu de rapport en commun. Leurs politiques sont toujours dynamiques et fermes et l'on y cherche sans cesse le pouvoir. Quand nous faisons les intransigeants, nous poussons l'élite militaire de la Russie à faire sentir son influence.

Ce qu'il y a de plus désastreux, à mon avis, dans l'incident du U-2, c'est que nous avons donné à ceux-là mêmes que nous devons craindre le plus la haute main sur la Russie. Il faut en revenir aux choses fondamentales.

Qu'est-ce qu'a dit M. Khrouchtchev en réalité? Qu'a-t-il promis? C'est très facile à dire: nous ne pouvons pas faire confiance à ce que dit M. Khrouchtchev. Mais si nous en venons là, c'est que nous disons en réalité qu'il n'y a pas d'autres solutions que de presser le bouton. M. Khrouchtchev, dans sa réponse au discours du président Kennedy a dit:

Nous fondant sur le droit international qu'on ne saurait mettre de côté, je tiens à répéter encore une fois qu'en concluant un traité de paix avec la République démocratique d'Allemagne, nous ne songeons pas du tout à empiéter sur les intérêts légitimes des puissances occidentales. Interdire l'accès à Berlin-Ouest, fermer Berlin-Ouest, il n'en est pas question du tout.

Voilà la déclaration même de M. Khrouchtchev. Allons-nous faire la guerre parce que nous ne reconnaissons pas un État qui existe? M. Trygve Lie, l'ancien secrétaire général des Nations Unies, a déjà prétendu que c'est notre refus de reconnaître la Chine communiste qui a causé la guerre de Corée. Allons-nous faire la guerre pour perpétuer un mythe: que nous sommes déterminés à unifier l'Allemagne? Allons-nous faire la guerre pour relever la fierté nationale des États-Unis après le fiasco cubain, ou à cause de l'orgueil blessé de l'URSS qui répugne quelque peu à reconnaître que les réfugiés